

« IMPACT DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET EMPLOI EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DE 1990 à 2014 »

Par NDELO MATUMUENE Patrick

Assistant au Centre de Recherche grad'aid université et société.

RESUME

L'impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique et l'emploi en RDC de 1990 à 2014, à l'ère de la mondialisation, où nous assistons à une explosion des IDE, élément moteur de la multinationalisation des entreprises. Les motivations principales à l'origine de ces investissements sont bien évident la réduction des couts (coûts de travail, optimisation fiscale, etc.), mais aussi à la recherche d'économie liées à des grands marchés et la conquête de nouveaux marchés. Les effets positifs des IDE sur la croissance économique et du surcroit d'emploi qui en résulte dans les pays d'accueil sont confirmés par des nombreux travaux empiriques.

Mots clés : Investissement direct étranger, croissance économique et emploi.

SUMMARY

The impact of the foreign direct investment on the economic growth and the use in DRC of 1990 to 2014, at the era of universalization, where we attend an explosion of the IDE, motive fluid of the multinationalisation of the companies. The principal motivations at the origin of these investments are obviously the reduction of the costs (costs of work, tax optimisation, etc), bet also the search for economy related to large markets and the conquest of new markets. The positive effects of the IDE on the economic growth and the surcroit of employment which results from it in the host contries are confirmed by many empirical work.

Keywords : Foreign direct investment, economic growth and employment.

INTRODUCTION

Au sortir de la période coloniale, la situation économique de la plupart des pays africains était fondamentalement caractérisée par de faibles niveaux de développement économique ; social et culturel. Les infrastructures de communication étaient pratiquement inexistantes, la couverture sanitaire et le niveau d'éducation étaient très faibles. C'est ainsi que dès leurs accessions à l'indépendance, tous ces pays se sont engagés dans un processus de développement économique, social et culturel. Ils ont investi dans les infrastructures publiques, dans l'agriculture, l'industrie, les services avec des capitaux souvent empruntés de l'extérieur⁴⁴.

Face à la faiblesse de l'épargne nationale et surtout au poids de l'endettement, ils se sont tournés vers la recherche d'autres sources de financement de leurs activités économiques. Et parmi les multiples sources figurent les capitaux privés, surtout les investissements directs étrangers « IDE » qui vont devenir la source principale de financement extérieur devant les prêts sur les marchés financiers et l'aide publique au développement « APD »⁴⁵.

Dans les années 1950 et 1960, l'IDE était regardé avec beaucoup de méfiance et de suspicion. En effet, sur des questions d'ordre politique plusieurs pays considéraient l'IDE comme une menace réelle et un facteur de dominance pouvant porter atteinte à la souveraineté nationale. De même certains économistes « nationalistes » de l'école de la dépendance sont allés même à qualifier l'IDE comme un facteur nocif au développement économique. En exposant des approches du type centre-périphérie qui prônaient pour un développement autocentré basé sur des politiques d'import substitution et un rôle prépondérant de l'Etat, des économistes tel que Myrdal « 1957 »⁴⁶, Hirschman « 1958 », Samir Amin et autres ont contribué à la création d'une attitude plutôt hostile à l'égard de l'IDE.

De nos jours, nous assistons à un changement radical de l'attitude des pays en développement (PED) vis-à-vis de l'investissement direct étranger. Le comportement de suspicion était désormais remplacé par une politique de promotion visant à drainer des flux de substantiels d'IDE.

⁴⁴ D. ALASSANE, mémoire professionnel : impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Côte d'Ivoire, Université de Cocody, inédit, Aout 2008, page 1

⁴⁵ D. ALASSANE, Ibidem

⁴⁶ G. MYRDAL, Economic theory and under-developed regions. G, Duck worth, London cité par M. Alaya, investissement direct étranger et la croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive méditerranée, page 2.

Ce changement d'attitude a été en partie rendu possible grâce à une littérature économique abondante vantant les mérites de l'IDE. Les arguments avancés sont : les flux d'investissement direct étranger peuvent accroître la formation de capital et la création d'emploi, l'IDE peut fournir au pays hôte des ressources spéciales tel que le savoir-faire en management, le travail qualifié, l'accès à des réseaux internationaux de production et de distribution, l'IDE peut promouvoir les exportations manufacturières.

1. LA CROISSANCE ECONOMIQUE, L'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI

1.1. LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. La croissance est ainsi associée à plusieurs qualificatifs : illimitée, limitée, instable, etc.

La croissance économique est considérée par certains comme l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance. Les pays présentant les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement sont ceux qui présentent les meilleures performances en termes de croissance⁴⁷.

Puisque l'Etat vise à réaliser le bien-être collectif, les décideurs de la politique économique se doivent de prendre des mesures favorables à la croissance économique. La réalisation de croissance économique est, pour un pays, un enjeu de première importance car c'est elle qui conditionne l'amélioration du niveau de vie de ses habitants. Elle représente pour le pouvoir public, l'objectif principal de la politique économique qui se définit comme l'ensemble des mesures prises par l'Etat dans le propos d'infléchir le comportement de l'économie dans un sens jugé préférable du point de vue de la collectivité. Puisque tout individu recherche le bien-être, il faudrait que les mesures prises dans le cadre de la politique économique aillent dans le sens d'une promotion de la croissance.

La croissance économique désigne l'évolution annuelle, exprimée en pourcentage, du PIB (Produit intérieur brut) ou du PNB (Produit national brut)⁴⁸ ; le développement peut être défini comme un progrès intégral de l'homme dans

⁴⁷ A. NSHUE., la croissance économique : une perspective africaine, Ed. l'Harmattan, Paris/France, 2014, p.23

⁴⁸ . Dictionnaire politique : la toupie, p.59, 2014

toutes les dimensions de son être à travers les facteurs démographique, politico-juridique, économique et socioculturel⁴⁹.

Ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie. Il importe de noter que si d'une année à une autre, le produit de l'économie s'accroît à un taux inférieur à l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du revenu par tête d'habitant. Il serait donc préférable de la définir comme un processus d'élévation continu et soutenu du PIB par habitant du pays.

1.1.1. LA MESURE DE LA CROISSANCE

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB). L'agrégat PIB comporte deux sous-ensembles : le PIB marchand (somme des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités de production résidentes sur le territoire national en un an) et le PIB non marchand (valeur de la production non marchande, c'est-à-dire disponible gratuitement ou à un prix inférieur à son coût de production, ce qui couvre essentiellement les biens et services produits par les administrations publiques et privées, mais qui ne font pas l'objet d'un échange sur le marché). Il offre une certaine mesure quantitative du volume de la production.

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Car une croissance de PIB n'implique pas nécessairement une élévation de niveau de vie. En effet, si la croissance démographique est plus rapide que la croissance de PIB, le PIB par habitant diminue. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques : il ne mesure ainsi pas, ou mal, l'économie informelle. D'autre part, s'il prend en compte la production des services publics gratuits, il ne mesure pas l'activité de production domestique (Ménage, potagers, etc.)

1.2. NOTION D'INVESTISSEMENT

Au sens étymologique, le terme « investissement » a une double origine, l'une et l'autre, latine et anglo-saxon. En effet, de par son origine latine, il vient du verbe « investire » qui signifie « entourer, encercler ». Dans ce sens, on peut parler d'investir une ville, investir sa confiance en quelqu'un ou de s'investir dans un travail donné. Quant à l'origine anglo-saxon, il vient du verbe « to invest » qui signifie « employer des capitaux en vue d'accroître la production ou d'augmenter le rendement d'une entreprise ».

⁴⁹ . F. PERROUX., cité par A. NSHUE, op.cit., p 27

L'investissement dont il est question ici est celui qui se rapporte à la signification anglo-saxon. Par ailleurs, au sens courant, le mot « investissement » désigne un achat qui se révélera utile à long terme. La langue courante associe cette notion à celle des biens coûteux (maison, automobile, œuvre d'art, etc.) dont l'achat permet d'éviter d'autres dépenses (loyers, frais de transport, etc.) ou d'espérer une plus-value.

Au sens économique et financier, l'investissement est un flux, qui s'ajoute chaque année sous forme d'équipements neufs au capital productif.

1.2.1. INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Il s'agit de l'acquisition des actifs dans le pays X par un investisseur résidant dans un pays Y dans l'intention de le gérer.

1.2.1.1. Les principales sources de financement des investissements :

1. Le financement interne

L'autofinancement consiste à utiliser les profits non distribués c'est-à-dire à son épargne (partie du revenu qui n'est pas consommé ; pour les entreprises, elle correspond au profit non distribué).

Tableau n°1 : Avantages et inconvénients de l'autofinancement

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entreprise ne dépend que d'elle-même ➤ Elle ne subit pas la pression des actionnaires ou de créanciers 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Il faut disposer de ressources suffisantes pour pouvoir procéder à l'investissement ➤ Risque d'être à cours de liquidités ➤ L'argent utilisé ne rapporte plus...

Source : www.esen.education.fr

2. Le financement externe

En intervenant directement sur le marché de capitaux en émettant des actions « augmentation du capital ». Depuis le début des années 80, ce mode de financement se développe fortement (forte croissance de la bourse) au détriment du recours aux banques : on parle depuis de désintermédiation bancaire ou encore d'économie à marchés financiers.

Tableau n°2 : Avantages et inconvénients des émissions des actions

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pas d'intérêt à payer ➤ Pas de remboursement à prévoir 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le pouvoir dans l'entreprise peut changer de mains

	➤ Il faut que les actionnaires potentiels soient intéressés par l'achat des actions proposées
--	---

Source : www.esen.education.fr, op.cit.

1.2.1.2. ROLE D'INVESTISSEMENT⁵⁰

L'investissement joue un double rôle au sein de l'activité économique :

- Entant que composante de la demande finale globale, l'investissement est, comme la consommation, une dépense et à ce titre, il peut soutenir l'activité économique indépendamment de l'usage concret auquel il est destiné.
- Mais étant que facteur de production, l'investissement est souvent considéré comme le moteur de la croissance économique dans la mesure où il accroît les capacités productives du pays et améliore sa productivité.

1.3. EMPLOI

Dans le langage courant, un emploi est une activité professionnelle, un travail qui reçoit en contrepartie une rémunération. Une activité de bénévolat ne peut pas être considérée comme un emploi.

Un emploi est un contrat passé entre deux parties, l'employeur et le travailleur, pour la réalisation d'un travail contre une rémunération, par l'exercice d'une profession, ou bien par le travailleur indépendant, la réalisation de multiples contrats implicites ou explicites dans le cadre de l'exercice d'une profession⁵¹.

La notion d'emploi est souvent assimilée avec celle de salariat. En réalité la rémunération peut tout aussi prendre la forme ci-après :

- D'un traitement, si l'employeur est une personne publique ;
- D'un salaire, si l'employeur est une personne morale ou physique autre que le travailleur ;
- D'honoraires lorsqu'il s'agit d'un indépendant qui est son propre employeur (artisan, commerçant agricole, profession libérale, etc.)

1.3.1. Les politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi peuvent se définir comme l'ensemble des interventions publiques sur le marché du travail, visant à améliorer son fonctionnement, et à réduire les déséquilibres qui peuvent y apparaître⁵².

⁵⁰ J. MAKHEMAKHEM, cours de macroéconomie, 1^{ère} année de sciences économiques et de gestions, institut supérieur de gestion de Tunis, 2004-2005, p.23.

⁵¹ . P. CAHUC et A. ZYLBERBERG, le chômage, fatalité ou nécessité ? , Ed. Flammarion, Paris/France, 2005, p.17.

⁵² . J. BREMOND et A. GELEDAN, Dictionnaire des théories et mécanismes économiques, éd. Hatier, Paris/France, 1995, p215.

Les politiques de l'emploi désignent aussi toutes les mesures prises en matière d'emploi. Ce sont des mesures prises par l'administration publique et qui ont pour but d'agir sur l'emploi et le chômage⁵³.

Deux points fondamentaux rendent les politiques de l'emploi originales :

- Leurs instruments et leurs effets portent sur le long terme,
- Elles concernent donc des dysfonctionnements où des déséquilibres structurels du marché du travail. Mais, aussi, leurs objectifs et leurs moyens portent sur ce marché lui-même.

2. RELATION THEORIQUE ENTRE INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER, LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI

2.1. Investissement direct étranger

Les investissements directs étrangers sont tout investissement dont la participation étrangère dans le capital social d'une entreprise dans laquelle l'investissement est réalisé est au moins égale à 10% ou tout investissement réalisé par toute personne physique n'ayant pas la nationalité congolaise et résidant à l'étranger et toute personne morale publique ou privée ayant son siège social en dehors du territoire congolais⁵⁴.

L'investissement direct étranger qui constitue l'objet de notre analyse, n'est pas à confondre avec l'entreprise multinationale qui n'est pas une seule et même chose selon Bernard BONIN. Pour lui, l'entreprise multinationale constitue plutôt une sous-catégorie de l'investissement direct étranger. Il écrit : c'est d'ailleurs l'augmentation rapide de l'investissement direct à travers l'histoire du 20^{ème} siècle qui entraîne un intérêt grandissant pour l'analyse de l'entreprise multinationale. L'investissement direct implique le contrôle d'une affaire dans un pays par une entreprise qui est localisé dans un autre pays⁵⁵.

2.1.1. Entreprise d'investissements directs

Une entreprise d'investissements directs peut être définie comme étant une entreprise dans laquelle un investisseur étranger détient plus de 10% des actions ou des droits de vote et peut exercer un contrôle sur la gestion de cette

⁵³ . P. KAYUMBA, Cours de pouvoirs publics et politiques d'emploi, inédit, L2 économie, Unkis, 2010, p.25.

⁵⁴ . Journal officiel, n°6 du 15 mars 2002

⁵⁵ . B. BONIN, l'entreprise multinationale de l'Etat, tendances actuelles, Ed. Etudes vivantes, Montréal/Canada, 1984, p. 9-10.

entreprise. Les entreprises d'investissements étrangers peuvent être regroupées en trois catégories distinctes :

- Les filiales : on parlera de filiale dans le cas où une entreprise étrangère détiendra plus de 50% du capital,
- Les entreprises affiliées : une entreprise est dite affiliée lorsqu'une entreprise non résident détient une part du capital comprise entre 10% et 50% ;
- Les succursales : les succursales ont l'entièreté de leur capital soit 100% appartenant à une entreprise étrangère⁵⁶.

2.1.2. Avantages et inconvénients des IDE

2.1.2.1. Avantage des IDE

Les gains procurés par les IDE aux pays peuvent revêtir plusieurs formes :

- Les IDE permettent le transfert des technologies en particulier sous forme des nouveaux types que le commerce des biens et celui des services ne peuvent assurer. Les IDE peuvent aussi promouvoir la concurrence sur le marché intérieur des intrants ;
- Les IDE s'accompagnent souvent des programmes de formation de personnel des nouvelles entreprises, ce qui contribue au développement des ressources humaines du pays ;
- Les bénéfices ainsi engendrés par les IDE augmentaient les recettes fiscales du pays d'accueil ;
- Les IDE favorisent également la création d'emplois, influencent positivement la croissance du pays d'accueil en améliorant la productivité totale des facteurs, grâce aux transferts des technologies accompagnant les IDE. Ils poussent indirectement à l'élévation des salaires et favorisant l'essor des exportations⁵⁷.

2.1.2.2. Inconvénients des IDE

Les inconvénients réels qui peuvent accompagner les IDE dans les pays d'accueil sont les suivants :

- Les entreprises qui arrivent détruisent souvent les concurrents locaux, l'éviction des entreprises locaux étouffent au même moment le développement du secteur national ;

⁵⁶ . M. ARTHUR, « in journal of international economics », volume 9, numéro 4, novembre 1997, pp 469-471

⁵⁷ . OCDE, impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et les conditions du travail, 2008, Paris/France, p.177

- Compte tenu des revenus et des emplois qu'elles représentent, les FTN ont une capacité à influencer les décisions prises par les Etats-nations en matière de politique extérieure et commerciale. Certaines firmes transnationales ont des chiffres d'affaires supérieures au PIB des certains pays, cette puissance donne à ces firmes un pouvoir sur les décisions politiques et économique-financières de certains pays.
- L'existence des IDE pose ainsi le problème du « Dumping environnemental » qui pourrait mener o l'accroissement de la pollution à l'échelle de la planète par des normes environnementales ne sont mises en place. En effet, pour réduire les coûts de ^production, les firmes transnationales pourraient être incités à se localiser dans le pays imposant le moins des normes environnementales.

2.2. L'IDE et la croissance

Au-delà de son impulsion macro-économique initiale, l'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs et, plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Trois mécanismes interviennent à cet égard : les liens entre les flux d'IDE et le commerce extérieur, les retombées et autres externalités dont bénéficient les entreprises du pays d'accueil, et l'incidence directe sur les facteurs structurels de l'économie d'accueil⁵⁸.

La plupart des études économétriques concluent que l'IDE contribue à la fois à la croissance de la productivité des facteurs et celle des revenus dans les pays d'accueil, au-delà de l'incidence qu'aurait normalement un investissement local. Il est cependant plus difficile d'évaluer ampleur de cet effet, ne serait-ce que parce que les importants apports de l'IDE dans les pays en développement s'accompagnent souvent de taux de croissance exceptionnellement élevés, dus à des facteurs extérieurs au processus. Il est difficile de savoir si, comme on le prétend parfois, les effets positifs de l'IDE, sont tempérés par une « éviction » partielle de l'investissement local. Certains chercheurs ont conclu à une telle éviction, tandis que d'autres estiment que l'IDE, pourrait en fait contribuer à accroître l'investissement local. Quoi qu'il en soit, même s'il existe un phénomène d'éviction, l'effet net de l'IDE reste généralement bénéfique, ne serait-ce que parce qu'il tend à libérer des ressources intérieures rares qui deviennent ainsi disponibles pour d'autres projets d'investissements.

Dans les économies les moins avancées, l'IDE semble avoir un effet un peu moindre sur la croissance, ce que l'on a imputé à l'existence d'« effets de

⁵⁸ . CNUCED, world development report, New York, 2001.

seuil ». Il faut semble-t-il que les pays en développement aient atteint un certain niveau de développement en matière d'éducation, de technologie, d'infrastructures et de santé pour pouvoir tirer parti d'une présence étrangère sur leur marché. Les imperfections et le sous-développement des marchés financiers peuvent également empêcher un pays de recueillir tous les avantages de l'IDE. L'insuffisance de l'intermédiation financière pénalise beaucoup plus les entreprises locales que les entreprises multinationales. Dans certains cas, elle peut conduire à une pénurie de ressources financières qui les empêche d'exploiter les opportunités créées par la présence étrangère. L'IDE est un outil d'accroissement des encours de capitaux domestiques, qui permet d'éviter l'accroissement de l'endettement extérieur. De plus, la participation d'investisseurs étrangers à l'infrastructure physique et au fonctionnement du secteur financier (sous réserve qu'il existe des cadres réglementaires adéquats) peut contribuer à améliorer l'efficacité.

2.2.1. Commerce et investissement⁵⁹

Bien que les données économétriques concernant les effets de l'IDE sur le commerce extérieur du pays d'accueil diffèrent sensiblement selon les pays et les secteurs économiques, on s'accorde néanmoins de plus en plus à reconnaître la nécessité de ne pas limiter l'analyse de la relation IDE- commerce à l'impact direct de l'investissement sur les importations et les exportations.

Le principal intérêt de l'IDE pour les pays en développement en matière d'échanges tient à sa contribution à long terme à l'intégration de l'économie d'accueil dans l'économie mondiale selon un processus faisant vraisemblablement intervenir une augmentation des importations ainsi que des exportations. En d'autres termes, on reconnaît de plus en plus que les échanges et l'investissement se renforcent mutuellement pour attirer des activités transfrontières.

Néanmoins, les autorités des pays d'accueil doivent également prendre en compte l'incidence à court et moyen terme de l'IDE sur le commerce extérieur, notamment lorsque leur balance courante est soumise à des tensions, et ils doivent parfois se demander si certaines des transactions des entreprises à capital étranger avec leurs sociétés mères risquent de diminuer les réserves extérieures.

⁵⁹ . OCDE, op.cit. 2002, p11.

3. APERÇU GÉNÉRAL SUR L'IDE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI EN RDC

L'investissement direct étranger (IDE) est souvent considéré comme l'un des moteurs du développement économique dans la mesure où il permet l'apport de capitaux, de technologies, de compétences en matière de gestion et d'emplois, de même que l'accès à de nouveaux marchés. Par conséquent, les gouvernants mettent généralement l'accent sur les avantages que l'IDE peut apporter aux économies des pays d'accueil, en développement notamment. C'est pour cette raison que de nombreux gouvernements ont mis en place des politiques destinées à attirer les investissements directs étrangers.⁶⁰

L'évolution des flux des IDE dans un pays ou dans une région donnée est fonction de plusieurs paramètres dont la stabilité politique et économique, le dynamisme de la population et leur savoir-faire, mais surtout une certaine dotation factorielle en ressources naturelles pour ce qui est des pays en développement.

3.1. Investissement direct étranger en RDC

La République démocratique du Congo n'a jamais véritablement constitué une destination de choix des investisseurs étrangers en dépit de ses immenses ressources naturelles. Dans l'étude menée en 2004 pour le compte de programme des nations unies pour le développement (PNUD) sur les causes économiques des conflits armés en RDC, il a été révélé les désintérêts grandissant du Congo pour les investisseurs. L'instabilité politique et économique mais aussi les conditions sécuritaires inadéquates furent à la base de cette situation.⁶¹

Mais grâce aux efforts de gouvernement de troisième république, il s'est fait remarquer une certaine amélioration dans le cadre de l'IDE avec l'entrée de nouveaux investisseurs privés dans le domaine bancaire et de la télécommunication, depuis 2001, a indiqué le premier ministre, la RDC s'est engagée à mettre en œuvre des réformes dans presque tous les domaines. Celles-ci ont permis, par exemple, de passer de 0,3% de PIB, en 2000, à 14,4% en 2001. En publiant tous les contrats miniers et les ressources fiscales mobilisées, la RDC est devenue, en 2014, pays conforme ITIE (initiative pour la transparence dans

⁶⁰. OCDE, *Impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et conditions de travail, conférence de Paris, 2008, p3*

⁶¹. O. YOSHUA, *Investissement direct étranger et la croissance économique en RDC, mémoire de licence en économie, inédit, Université de Kinshasa, 2007*

industries extractives)... il existe aujourd'hui, un cadre qui sécurise les investisseurs, a déclaré Matata ponyo (1^{er} ministre), et interdit de nationaliser et d'exproprier. Il garantit la liberté de transférer des revenus générés. Un guichet unique a été : mis en place pour la création d'entreprise en trois jours seulement. Pour sécuriser davantage les investissements, la RDC a adhéré à l'ACA.

CONCLUSION

Ce travail s'est évertué pour montrer qu'en dépit de l'augmentation des flux d'IDE dans le monde et la localisation qui sévit les pays développés pour se localiser vers les pays en développement où les coûts de la main d'œuvre est relativement faible et représentant un excellent marché, malheureusement en RDC, les IDE restent toujours insignifiant et faible pour engendrer tous les avantages possible sur l'économie tel que la croissance économique et le surcroît de l'emploi.

Nous constatons à ce fait, que depuis plus de trois décennies, les gouvernements des PED sont entrés dans une concurrence accrue en vue d'attirer les flux d'IDE sur leurs territoires. Cet engouement des PED envers l'IDE tient pour multiples facteurs : la création d'emplois, l'accumulation du capital, la promotion des exportations, la possibilité de diffusion technologique dans le tissu industriel local, etc.

Ceci était à la base des principes caractéristiques de la mondialisation et a fait que tous les pays du monde soient dans la concurrence pour attirer plus d'IDE. Les PED en général et la RDC en particulier multiplient des stratégies pour gagner une grande part du marché.

D'après nos estimations, il sied d'analyser que le coefficient de la régression est quasiment inférieure à la taille d'appréciation du régime d'observation, ce qui nous à montrer que l'ensemble des variables explicatives du modèles théoriques n'a pas du tout influencé la variable expliquée et que l'estimation du modèle à correction d'erreur présente bien sûr un rendement positif mais son ajustement en termes de long terme n'est pas aussi convainquant.

L'estimation du VAR nous montre que le taux de croissance du PIB ne dépend ni par sa valeur passé ni par celle de l'emploi et des investissements directs étrangers dans sa globalité, ce qui reflète l'absence de l'influence de l'emploi et des investissements directs étrangers sur la croissance. Nous remarquons aussi bien qu'à ce stade, qu'il y a absence de causalité entre les trois variables. Ce qui confirme le résultat de la modélisation VAR fait l'usage d'une carence accrue d'interdépendance entre l'investissement direct étranger, l'emploi

et la croissance économique. L'observation suite ne pense que l'économie congolaise durant la période sous étude n'a pas bénéficié des fruits des IDE et les opportunités qu'à générer ceux-ci en termes d'emplois pour impacter à fort la séquence sociale ou la croissance.

BIBLIOGRAPHIE

- A. NSHUE, *La croissance économique : une perspective africaine*, éd. Le Harmattan, 75005 Paris/France, 2014.
- G. MYRDAL., *Economic theory and under-developed regions*, 1957.
- CHEVALIER et D. LOSCHAK., *Introduction à la science sociale et administrative*. éd. Dalloz, Paris/France, 1974.
- J. BREMOND et A. GELEDAN., *Dictionnaire économique et sociale*, 4è éd. HATIER, Paris/France, juin 1990.
- P. CAHUC et A. ZYLBERBERG, *le chômage, fatalité ou nécessité ?*, éd. Flammarion, Paris/France, 2005.
- J. BREMOND et A. GELEDAN, *Dictionnaire des théories et mécanismes économiques*, éd. Hatier, Paris/France, 1984.
- B. BONIN, *L'entreprise multinationale de l'Etat, tendances actuelles*, éd. Etudes vivantes, Montréal/Canada, 1984.
- OCDE, *impact de l'investissement direct étranger sur les salaires et les conditions du travail*, Paris/France, 2008.